

Le président suppléant (M. Corbin): A l'ordre. Le moment des questions est passé.

L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Monsieur le Président, c'est avec plaisir que j'interviens dans ce débat, car le sujet est important. Le gouvernement continue de creuser sa propre tombe. De quoi s'agit-il exactement? De l'indexation des pensions des fonctionnaires retraités qui se sont battus pour l'obtenir, afin de pouvoir tenir tête à la hausse du coût de la vie, hausse dont le gouvernement est responsable par sa négligence et son incompétence. Les pensions des fonctionnaires à la retraite n'auraient pas besoin d'être indexées s'il n'y avait pas d'inflation. Et si nous avons cette inflation, c'est parce que depuis 1968 une bande d'incompétents dirige les destinées de l'économie nationale. C'est cette même bande dont le premier ministre (M. Trudeau) déclarait qu'elle avait jugulé l'inflation, ce même premier ministre qui nous propose un projet de loi qui vise à supprimer l'indexation complète des pensions des fonctionnaires. Et s'il nous propose cette mesure, ce n'est pas parce que l'inflation a été jugulée et que l'an dernier, le taux d'inflation n'était que de 5 ou 6 p. 100. Bien au contraire, c'est parce que nous n'avons pas réussi à la juguler; c'est parce que le gouvernement a échoué dans cette tâche et qu'il a manqué aux promesses qu'il avait faites aux électeurs lors de la campagne de 1980. Le gouvernement, monsieur le Président, a montré qu'on ne pouvait pas lui faire confiance pour enrayer l'inflation. Après avoir accordé aux fonctionnaires l'indexation de leur pension, indexation pour laquelle ils ont cotisé, ce même gouvernement fait la preuve de son inaptitude totale à juguler l'inflation, laquelle a atteint le niveau record de 12 p. 100 il y a à peine quelques mois, en nous présentant une mesure législative qui mettra les fonctionnaires à la merci de l'inflation. S'il prend cette initiative, ce n'est pas qu'il pense avoir la solution au problème—il n'en a pas. Il crie victoire parce que le taux d'inflation, l'an dernier, n'a été que de 9.3 p. 100 ou 9.6 p. 100, je ne sais plus trop. Aujourd'hui, on peut lire dans le *Sun* de Toronto que le ministre des Finances (M. Lalonde) a déclaré que l'inflation était à bout de souffle et que l'on était sur le point de la vaincre. Combien de fois déjà ce gouvernement dégénéré, incompétent, inconséquent et mensonger a-t-il fait ce genre de déclaration? Il a déjà crié victoire je ne sais combien de fois. Ce qui n'empêche pas le ministre des Finances de prétendre que l'inflation est à bout de souffle. Il nous propose un projet de loi qui plafonne à 6.5 p. 100 le taux d'indexation des pensions de retraite pour cette année, et non à 9.3 p. 100, taux d'inflation pour l'année dernière. Ce n'est pas ce que reçoivent les retraités des agences fédérales. On pouvait lire aussi dans le journal aujourd'hui que le montant des pensions des retraités de la Banque du Canada avait été augmenté de 11.5 p. 100. Pourquoi ce montant pour les employés de la Banque du Canada qui est précisément l'organisme chargé de veiller à ce que l'inflation ne soit pas trop élevée? Apparemment, c'est parce que la Banque ne pouvait pas faire autrement en vertu des dispositions du régime de pension de son personnel. Dans une déclaration, M. Bouey a dit que la banque se sentait forcée d'accorder cette augmentation parce qu'elle était obligatoire d'après le règlement du régime de pensions de la Banque et que, compte tenu du taux d'inflation et de l'augmentation du coût de la vie enregistrés l'année dernière, la

Prestations de retraite supplémentaires—Loi

Banque accorderait une augmentation de 11.5 p. 100 cette année, et non de 6.5 p. 100, monsieur le Président. La Banque du Canada pourrait demander au gouvernement de faire pour ses employés exactement ce qu'il fait pour ses propres employés à la retraite, autrement dit de les englober dans la mesure législative à l'étude.

● (1620)

Si le gouvernement du Canada se souciait de la justice et de l'équité, il n'accepterait pas que la pension des retraités de la Banque du Canada, c'est-à-dire du principal organisme chargé de lutter contre l'inflation avec le gouvernement—et ils ont échoué tous les deux—augmente de 11.5 p. 100 cette année, alors que les autres fonctionnaires à la retraite reçoivent une augmentation de seulement 6.5 p. 100. Pourtant, le taux d'inflation est le même pour eux que pour les pensionnés de la Banque du Canada. C'est absolument injuste, monsieur le Président.

Nous avons affaire à des destructeurs de pensions, à des pyromanes actuariels, monsieur le Président. En écoutant le député d'Ottawa-Centre (M. Evans) avancer des arguments spécieux pour camoufler le fait qu'il laisse tomber les fonctionnaires fédéraux de sa circonscription qui sont à la retraite, je pensais qu'il essayait de justifier l'attitude du gouvernement qui fait complètement fi des engagements solennels pris à leur égard. C'est un pyromane actuariel, monsieur le Président, et ce ne sont pas tous ses beaux discours, toutes les précisions et tous les détails qu'il donne, ni toutes les sottises qu'il débite, qui vont voiler le fait qu'il s'embarque pour le long voyage. Aux prochaines élections, il aura besoin de sa pension de député. Il est en perte de vitesse, il ne fera pas long feu. Il sera le bec dans l'eau, monsieur le Président.

M. Lang: Oh, oh!

M. Crosbie: Si le député d'en face a une conscience, il sera incapable de voter pour ce projet de loi quand j'aurai fini. Il devrait simplement écouter ce que je dis et cesser de bêler. Le député de Kitchener (M. Lang) ne cesse de bêler, monsieur le Président, et je veux qu'il arrête de bêler et qu'il laisse battre son cœur.

J'ai entre les mains un document intitulé: «Notes pour un discours du très honorable P. E. Trudeau au Campaign College, de Toronto, le 12 janvier 1980». Il s'agissait de la plateforme électorale du très honorable premier ministre et de son parti. Je ne le lirai pas en entier, bien sûr, parce cela aurait de quoi rendre malade les téléspectateurs de tout le pays qui m'écoutent aujourd'hui. Ils en auraient immédiatement une attaque d'apoplexie s'ils l'écoutaient en entier.

Voici ce qu'il disait:

Le programme libéral promet la stabilité, la justice et la sécurité pour les années 80.

La sécurité, monsieur le Président! Est-ce là la sécurité que le premier ministre promettait pour les années 80—ce matraquage des pensionnés de vieillesse et des fonctionnaires fédéraux à la retraite? Est-ce là la sécurité qu'il allait assurer? Il ajoutait plus loin: